

LA GARDE A VUE

La GV est un des pouvoirs d'enquête.

1) Les différentes enquêtes

L'enquête de flagrance :

Le type d'infraction concerné, le domaine de l'enquête :

Infractions punies d'une peine d'emprisonnement. Sont exclues les contraventions et les délits punis d'une peine d'amende.

Définition de la flagrance :

Article 53 CPP :

- L'infraction (crime ou délit) vient de se commettre
- L'infraction est en train de se commettre
- Dans un temps voisin de l'action, la personne est poursuivie par la clameur publique ou est trouvée en possession d'objets, elle présente des traces ou indices laissant penser qu'elle a participé à l'infraction.

« L'état de flagrance est caractérisé dès lors qu'il résulte des constatations des juges du fond que les OPJ ont relevé des indices apparents d'un comportement délictueux révélant l'existence d'infractions répondant à la définition de l'article 53 du CPP ».

Les cas assimilés de flagrance :

Quel est l'intérêt ? L'intérêt réside dans la différence entre l'enquête de flagrance et l'enquête préliminaire. Dans l'enquête de flagrance, il n'y a pas besoin de l'accord de la personne.

-L'enquête pour mort suspecte : art. 74 al. 1^{er} CPP.

Dans ce 1^{er} cas, la **loi du 9 mars 2004** a ajouté l'**art. 74 al. 5** : « cas de découverte d'une personne grièvement blessée lorsque la cause de ses blessures est inconnue ou suspecte ».

-Disparition d'un mineur, d'un majeur protégé ou d'un majeur mais qui présente un caractère inquiétant ou suspect : loi Perben I du 9 septembre 2002 insérée dans l'**art. 74-1 CPP**.

-Pour rechercher et découvrir une personne en fuite :

-qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt délivré par le juge d'instruction, le JLD, la chambre de l'instruction ou son président, le président de la Cour d'assises, alors qu'elle est renvoyée devant une juridiction de jugement ;

-qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt délivré par une juridiction de jugement ou par le JAP ;

-qui fait l'objet d'une condamnation à une peine privative de liberté sans sursis au moins égale à un an, lorsque cette condamnation est exécutoire ou passée en force de chose jugée.

Art. 74-2 CPP.

Dans ces cas, les OPJ peuvent utiliser les pouvoirs accrus de l'enquête de flagrance.

Durée de l'enquête de flagrance :

Principe : **8 jours**.

Exception issue de la **loi du 9 mars 2004** : lorsque l'infraction est punie d'une peine supérieure ou égale à 5 ans d'emprisonnement, on peut décider la **prolongation de l'enquête pour une durée supérieure à 8 jours** décidée par le procureur de la République.
Au-delà de 16 jours, se transforme en enquête préliminaire, ou en instruction.

Direction de l'enquête de flagrance :

Dirigée par l'**OPJ**. Exception : le procureur.

L'enquête de flagrance a un caractère coercitif car tous les pouvoirs de police peuvent s'exercer **sans l'accord de l'intéressé**.

L'enquête préliminaire :

Elle se définit par défaut. Si les conditions de l'enquête de flagrance ne sont pas réunies, on se trouve dans le cadre d'une enquête préliminaire.

Direction par l'**OPJ**, d'office ou à la demande du procureur.

Moins coercitif que l'enquête de flagrance car **le consentement des personnes est nécessaire** pour procéder aux actes d'enquête.

Le **contrôle** de l'enquête est exercé par le **procureur**. Concernant la **durée**, c'est le **JLD**.

L'**article 75-1 CPP** distingue 2 cas :

-Le **procureur** diligente l'enquête. Il fixe le délai de l'enquête. Ce délai peut être prorogé.

-L'enquête est diligentée par l'**OPJ**. Dans ce cas, lorsque l'enquête est commencée depuis plus de 6 mois, l'OPJ doit rendre compte de l'état d'avancement de l'enquête au procureur.

2) Les pouvoirs d'enquête de droit commun

Art. 706-73 (Perben II : a créé le concept de criminalité organisée).

La garde à vue : mesure de contrainte dont l'objet est la mise à disposition de l'OPJ aux fins d'audition.

Art. 63 et 66 : flagrance.

Art. 77 : préliminaire.

Seul l'OPJ place en garde à vue.

Qui peut être placé en garde à vue ? Le **suspect** = personne contre laquelle il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction. Reprise pure et simple de la ConvEDH donc c'est complètement conforme.

Durée :

Majeurs :

Régime de droit commun : 24 heures renouvelables 1 fois. Maximum de 48 heures.

Enquête préliminaire : lorsqu'une prolongation est décidée, présentation obligatoire au procureur de la République.

Enquête de flagrance : aucune présentation obligatoire.

Régime d'exception : A l'issue de la 48^e heure, une prolongation de 48 heures, soit 2 prolongations de 24 heures. C'est le JLD à la requête du procureur/ Parquet, qui va l'autoriser.

Depuis la **loi du 23 janvier 2006** passée inaperçue, à l'issue de la 96^e heure peut être prononcée une prolongation renouvelable une fois (6 jours = 144 heures maximum) : **art. 706-88 CPP** : c'est pour le cas de terrorisme.

Mineurs :

De plus 10 ans mais de moins de 13 ans :

Principe = pas de garde à vue.

Lorsque l'infraction est d'au moins 5 ans : 12 heures.

Ca doit émaner d'un magistrat spécialisé. Si renouvellement, sur décision motivée.

De plus de 13 ans :

Durée maximum de 24 heures lorsque la peine encourue est inférieure à 5 ans.

Dans les autres cas, la durée totale est de 48 heures.

Cette prolongation supposera la présentation à un magistrat.

De plus de 16 ans :

En matière de criminalité organisée : 4 jours/ 96 heures maximum : **art. 706-88 CPP**.

Point de départ du délai :

En principe, **notification des droits**. Mais lorsque la personne a été interpellée, le point de départ remonte à cette **interpellation**. Il y a rétroactivité. Cela est favorable aux droits de la défense, de la personne. Si la personne se présente spontanément au poste de police et qu'à l'issue de son audition, les OPJ décident de placer en GV, le point de départ : quand il est arrivé au poste. Favorable à la partie. Mais discutable car c'est une mesure de contrainte. Problème concernant la définition.

Exécution de la GV :

Prévention des abus. L'OPJ qui décide du placement en GV **informe le procureur dès le début** de la GV. Le procureur peut se déplacer dans les locaux de police chaque fois qu'il l'estime nécessaire.

En pratique, il n'a pas le temps. C'est une fois par trimestre qu'il doit le faire.

Temps de repos nécessaire. L'OPJ doit mentionner le jour et l'heure de la GV et la fin, les repos, les moments où il s'est alimenté, la durée des interrogatoires. C'est pas 144 heures d'interrogatoire.

Motifs de la GV également : les motifs sont les nécessités de l'enquête bien sûr.

Contrôle de la garde à vue :

2 arrêts célèbres :

interdiction de la torture lors de la GV :

CEDH, 27 nov. 1992, Tomasi

CEDH, 28 juil. 1999, Selmouni

Pris sur le fondement de l'article 3.

La torture est interdite. Fondement : principe de dignité. On peut user de la force lorsque cela est « strictement nécessaire », a contrario.

Droits du gardé à vue :

Il est informé de ses droits. Les conditions d'information : **article 63-1 CPP** (notification des droits).

Droits :

-nature de l'infraction sur laquelle l'enquête porte ;

-dispositions relatives à la durée ;

-**art. 63-2** (Droit de prévenir un proche), **art. 63-3** (Droit à un examen médical), **63-4** (Droit à un avocat).

-On a le droit au silence mais on ne nous le notifie pas (depuis 2003. Avant, c'était notifié).

Article 63-1 : La notification des droits doit avoir lieu immédiatement.

Articles 63-2 et 63-3 : La notification peut avoir lieu dans un délai maximum de 3 heures (au plus tard) sauf circonstances insurmontables. Ex. : état d'ivresse (on le met en cellule de dégrisement) ; étranger (on attend l'interprète).

Précision sur le droit à un avocat :

En droit commun, intervention de l'avocat dès le début de la GV : intervention *ab initio* puis à l'issue de la 24^e heure.

En matière de criminalité organisée, l'avocat peut intervenir à la 48^e heure puis 72^e (prolongation).

Mais si grave, intervention à la 72^e heure puis à la 96^e puis...

L'intervention de l'avocat : entretien de 30 minutes maximum.

L'avocat ne peut faire que des interventions écrites.

L'avocat n'est pas informé de la nature de l'infraction, il n'a pas accès au dossier mais il est **informé de la nature de l'infraction et de la date présumée de l'infraction**.

L'intervention *ab initio* de l'avocat date de 2000.

Garanties de forme :

GV = procédure écrite. Sanction : nullité.

La méconnaissance des garanties de GV sont assimilées à des **causes de nullité d'OP**. « Cela porte nécessairement atteinte aux intérêts de la partie concernée ».

Par contre, concernant la méconnaissance des règles relatives à l'examen médical : nullité d'ordre privé.

Concernant les droits de l'**art. 63-1** :

Cass., 30 avril 1996, Assan : Tout retard injustifié dans la notification des droits porte nécessairement atteinte aux intérêts de la partie qu'ils concernent.

Si prolongation GV et qu'il devait y avoir présentation au procureur, l'absence de présentation sera une cause de nullité. Le retard dans l'information du procureur est un cas de nullité.

La nullité d'une GV est sans effet sur les actes antérieurs. Par contre, la procédure postérieure à la GV n'est pas atteinte par la nullité dès lors que cette procédure n'a pas pour soutien la GV.

La **loi du 5 mars 2007** prévoit que **les enregistrements audiovisuels des interrogatoires des personnes gardées à vue ne pourront être consultés que lorsqu'il y aura une contestation du contenu du PV de l'interrogatoire**. Limites à l'obligation d'enregistrement :

- l'impossibilité technique
- pas d'enregistrement obligatoire en matière de criminalité organisée
- lorsqu'il y a des interrogatoires simultanés.

Ca, c'était pour les majeurs.

Pour les mineurs, c'est automatique. Pas besoin du consentement ni du mineur ni de son représentant.

Justification officielle : risque de fuites...

1^{er} juin 2008 : EV de l'enregistrement. Il y aura un problème de moyens.

Les suites de la GV :

En droit commun :

Loi 15 juin 2000. Procédure pour les personnes placées en GV et qui au bout de 6 mois n'ont fait l'objet d'aucune poursuite.

Ces personnes peuvent interroger le procureur de la République sur les suites de l'affaire et les suites susceptibles d'être données. Idem en matière de criminalité organisée (**loi 2004**).

3) La nullité

Initialement, le CPP distingue 2 cas de nullité :

- textuelles
- substantielles

La nullité textuelle : **art. 802** : « violation des formes prescrites par la loi à peine de nullité ». ex. : art. 59.

La nullité substantielle : **art. 802** : « l'inobservation des formalités substantielles ».

L'**art. 171** ajoute : « prévues par une disposition du présent code ».

(On ne voit nul part le mot 'nullité').

Autre distinction : la place du grief :

Parmi les nullités textuelles et substantielles, on distingue celles qui sont d'OP (sans grief) de celles qui sont d'ordre privé (exigence d'un grief).

Nullités d'OP : La nullité sera automatiquement encourue puis prononcée, aucune démonstration d'un grief n'est exigée.

Ces nullités ont trait aux **violations des règles de compétence des juridictions**, leur **organisation**, leur **composition** et les **voies de recours**. On met également les **garanties de procédure** dont la violation cause une atteinte aux droits de la défense.

Cette catégorie est une création jurisprudentielle. Elle est donc fragile puisqu'un simple revirement suffit à modifier la nullité d'OP en nullité d'ordre privé.

« Porte nécessairement atteinte » : pas nécessaire de démontrer un grief.

Nullité d'ordre privé : Soumise à grief.

La partie devra invoquer un grief. Il faut qu'un grief soit causé à cette partie. Elle doit invoquer ce grief et démontrer que la méconnaissance de ces formalités porte atteinte à ses intérêts.

Portée de l'annulation :

-L'annulation peut porter sur **tout ou partie de l'acte**.

-Sur **tout ou partie de la procédure ultérieure**. Ex. : si acte totalement annulé, retrait du dossier. Si l'acte est partiellement annulé, on raye ce qui a été annulé (il ne faut pas que ce soit apparent). Les actes de procédure ultérieurs peuvent être annulés s'ils trouvent leur support nécessaire dans les actes viciés.

4) Les pouvoirs d'enquête de droit commun (suite)

- Visites domiciliaires
- Saisies
- Perquisitions

Différence entre perquisition et visite domiciliaire :

Perquisition : Droit de rechercher les éléments de preuve de la commission de l'infraction au domicile de la personne. Elle suppose une fouille.

Visite domiciliaire : Droit de pénétrer dans le domicile d'un citoyen (regarder seulement).

Saisies : Droit de mettre sous main de justice objets, documents,...

Principe :

2 cas de figure :

-Flagrance

La perquisition peut avoir lieu sans l'accord de la personne.

-Préliminaire

Il faut l'accord exprès de la personne. Cet accord se matérialise par une déclaration écrite de la main de l'intéressé.

Dérogations :

-*Terrorisme* : L'OPJ peut se passer de l'accord de la personne si enquête préliminaire. Alors c'est le JLD sur réquisition du procureur qui autorise.

-Cas issu de la loi Perben II toujours sur la même autorisation : on pourra procéder à ces 3 mesures sans l'accord de la personne dès lors que *l'infraction est punie d'une peine ≥ 5 ans d'emprisonnement* ; il faut aussi que les nécessités de l'enquête l'exigent.

Domicile : En théorie, c'est l'endroit où la personne se dit chez elle (appartement, résidences principales ou secondaires individuelles + caravane, chambre d'hôtel et tente).

Il y a assimilation de la fouille corporelle à la perquisition. Concernant cette fouille : il faut un OPJ du même sexe et c'est uniquement en enquête de flagrance. Cette fouille est différente de la palpation de sécurité.

Lieux de perquisition :

Après 6 H et avant 21 H (diurnes).

Exception : perquisition nocturne après 21 H et avant 6 H. Elle est possible :

- en matière de terrorisme sur autorisation du JLD ;
- en matière d'ILS (trafic de stup') ou dans les locaux où est fabriquée ou stockée la drogue. Si ces locaux sont des locaux d'habitation, une autorisation est requise par le JLD.
- en matière de proxénétisme : perquisitions dans les lieux de prostitution, où elle s'effectue.

En théorie, l'inobservation de ces règles est susceptible de nullité, d'ordre privé donc soumise à exigence d'un grief.

5) Les pouvoirs d'enquête en matière de criminalité organisée**Articles 706-73 CP.**

-En enquête de flagrance, perquisition de nuit possible. Mêmes formalités : autorisation du JLD sur réquisition du procureur.

-En enquête préliminaire :

Là on peut perquisitionner sans autorisation dès lors que muni de l'autorisation du JLD sur réquisition du procureur. On peut aussi perquisitionner de nuit mais seulement si cela ne concerne pas des locaux d'habitation. **Art. 706-90.**

En principe, lorsqu'il y a perquisition, la personne doit être présente. Mais l'**article 706-94** pose une limite : en enquête de flagrance ou lorsque les nécessités de l'enquête préliminaire l'exigent (on est également dans le cadre d'une instruction), une perquisition peut être faite lorsque la personne chez qui la perquisition est faite est en GV ou en détention et que son transport sur place paraît être évité pour les raisons mentionnées à cet article.

Les écoutes téléphoniques

-JLD sur enquête du procureur.

-Lorsque les nécessités de l'enquête l'exigent.

Le JLD peut autoriser l'interception, l'enregistrement ou la transcription de correspondance émise par voie de télécommunication pour une durée maximum de 15 jours renouvelable 1 fois (arrêt 1990 Kruslin).

Pouvoir d'infiltration

Art. 706-81 et s.

-Lorsque les nécessités de l'enquête l'exigent.

-En matière d'instruction.

-Autorisée par le procureur. L'autorisation doit être délivrée par écrit et doit être spécialement motivée. Ce sont des exigences à peine de nullité. (condition validité autorisation).

Doit indiquer certains points :

-là où les infractions justifient le recours à cette procédure.

-l'identité de l'OPJ.

-la durée de l'opération : max. de 4 mois renouvelables.

Cette autorisation est versée au dossier mais après l'achèvement de l'opération d'infiltration, pour des raisons de sécurité.

Les OPJ infiltrés peuvent accomplir des actes qui ne peuvent engager leur responsabilité pénale.

Art. 706-82.

On peut dire que cette exonération de responsabilité s'applique également aux personnes qui ont permis la réalisation de l'opération (désignées par les OPJ).

L'identité de l'OPJ ne doit être révélée à aucun stade de la procédure.

Le magistrat (le procureur) qui a autorisé l'opération peut y mettre fin à n'importe quel moment. Autrement on attend les 4 mois.

(En l'absence d'interruption, l'opération prend fin à la date prévue).

Cependant, il est possible de continuer l'opération sans être pénalement responsable pendant le temps strictement nécessaire pour lui permettre de cesser sa surveillance, dans des conditions assurant la sécurité, pas au-delà de 4 mois.